



Ultimatum insupportable

Paris, le 18/07/2021

Médecins, nous sommes attachés aux principes du secret médical, de la liberté de choix des patients et de la liberté de prescription.

Médecins, nous combattons les maladies et sommes attachés aux programmes de vaccination en général. Nous observons que 95% des Suédois sont vaccinés sans obligation.

En France le gouvernement n'est-il pas le principal responsable de « l'infodémie » et de la défiance des patients ?

Il faut la confiance pour soigner et prévenir. Aucune médecine n'est acceptée dans la brutalité ; ainsi en va-t-il des mesures imposées en force le 12 juillet. Les réactions observées hier, 5 jours après l'allocution présidentielle, montrent cet attachement à la médecine libre et indépendante. Dans l'immense majorité des rassemblements la liberté d'avoir des soins consentis et éclairés comme le veulent la Déontologie et la Loi, était simplement revendiquée.

La tentative du président de la République de diviser la France entre « pro et anti vaccs » « pro ou anti quoi que ce soit » est dangereuse. En revanche la campagne moralisatrice et culpabilisante qui accompagne sa prise de position prend un sens totalement insupportable et sert à préparer les prochaines attaques contre l'hôpital.

Le gouvernement par son mépris du personnel médical, à commencer par nos internes, ses mensonges et le chaos généré par les fermetures de lits, les déprogrammations d'actes essentiels et l'exploitation des médecins et des personnels qualifiés conduit tout le système à l'effondrement que nous observons chaque jour en temps réel.

Le gouvernement n'a tenu aucun compte des revendications de 2019 porté par le CIU (Comité Inter Urgences), puis le CIH (Comité Inter Hôpitaux), avec les organisations syndicales, en particulier la fédération FO des Services Publics et de Santé.

Au contraire il a fermé plus de 1800 lits en 2020 (cf enquête de la Fédération des

Services Publics et de santé disponible dans la presse syndicale).

Tout le monde le reconnaît, l'été 2021 est le pire jamais connu par les hospitaliers. Même les plus anciens d'entre nous n'ont jamais connu une situation avec un tel défaut de moyens.

Le secret médical, la liberté de choix des patients, la liberté de prescription, l'indépendance médicale, fondements de notre déontologie, n'ont jamais connu autant d'entraves. Au nom de la lutte contre une maladie ? Vraiment ?

La pression mise sur les personnels, dont cette campagne inepte fait partie, ne contribuera qu'à aggraver la situation sans aucune efficacité sur les soins.

C'est de revalorisation salariale, des conditions d'exercice respectueuses et le droit à une bonne retraite dont les médecins ont besoin pour rester à l'hôpital. C'est de nouveaux recrutements urgents pour assurer les différentes lignes de garde indispensables à la population dont ils ont aussi besoin.

L'obligation faite aux médecins par le Code de la Santé Publique est celle de soigner selon les données acquises et actuelles de la Science. C'est cette obligation de moyens qui est remise en cause par la politique de restriction, de fusion, de territorialisation et de « gradation » des soins dans l'unique but de respecter une enveloppe financière.

Seule la satisfaction des revendications portées par les médecins, pourra inverser cette spirale funeste dans laquelle tout le système de soins adossé à la Sécurité sociale est entraîné.

CONTACT : Dr Cyrille Venet

Secrétaire Général SNMH FO, 06 68 02 80 73

SYNDICAT NATIONAL DES MEDECINS HOSPITALIERS

SNMH - FORCE OUVRIERE

153-155 rue de Rome 75017 PARIS

snmh.fo@fosps.com